

# La lettre des élues Communistes et Progressistes

du Conseil régional de Bretagne

Juillet 2022



**Delphine Alexandre**

*Vice-présidente du Conseil régional à l'eau, la santé et la biodiversité,  
Présidente du groupe des élues Communistes et Progressistes*

Vendredi 1<sup>er</sup> juillet, lors du débat organisé sur le Rapport de Développement Durable (RADD), **Delphine ALEXANDRE** présentait le rapport d'analyse Santé :

« Depuis 2005, la Région s'est engagée de façon volontariste en faveur de la promotion de la santé, bien que s'agissant d'un champ de compétences de l'Etat et de l'Assurance maladie.

L'état de santé dépend aussi bien de facteurs individuels, que sociaux ou environnementaux, aussi la Région a mobilisé ses politiques sectorielles sur le sujet (formation, économie, lycées, transports, environnement, aménagement), et plus spécifiquement deux axes majeurs que sont la santé des jeunes et les approches territoriales.

L'action de la Région en faveur de la santé des Bretonnes et des Bretons s'est déployée en cette année 2021, dans un contexte où les inégalités sociales et territoriales de santé ont encore une fois été accentuées. La crise Covid a mis en lumière les disparités territoriales comme les variations inter-individuelles, fortement colorées par la situation professionnelle, le logement et/ou leur composition familiale, par exemple.

Dans ce cadre, la Région Bretagne a souhaité pour la première fois en 2021 produire un rapport santé transversal dans le cadre du RAPP.

Les objectifs de la politique santé s'articulent autour de 4 axes :

- Contribuer à la mise en œuvre d'une politique globale de promotion et de prévention de la santé
- Se mobiliser pour une offre de soins adaptée et de qualité
- Faire de la Bretagne une région en pointe en matière d'innovation santé
- Observer pour mieux décider et agir

Le rapport est extrêmement dense, ce qui témoigne de la préoccupation constante du facteur santé dans la quasi-intégralité de nos politiques sectorielles ».

La Vice-présidente a ensuite mis en avant quelques points plus précis de ce rapport comme le concept de santé environnement qui « repose sur le fait qu'il faut maximiser les effets positifs des politiques publiques sur la santé et en réduire les effets négatifs, en considérant les déterminants de la santé autres que ceux liés au style de vie personnel (cadre de vie, transport, agriculture, qualité de l'eau / de l'air).

La Région s'est de longue date engagée dans le copilotage du Plan régional santé environnement (PRSE) aux côtés de la Préfecture de région et de l'Agence régionale de santé (ARS) ».

Puis, un focus important sur la santé et les jeunes a été présenté :

« [...] Depuis 2018, la Région Bretagne encourage l'éducation à la santé par les pairs : via le dispositif Corres'Santé, elle fait appel aux compétences des jeunes eux-mêmes (lycéen·ne·s, jeunes en insertion) pour informer ou aider d'autres jeunes.

Entre 2018 et 2021, ce sont ainsi près de 400 jeunes qui se sont engagé·e·s en faveur de la santé de leurs pairs dans 18 établissements. Ces jeunes sont formé·e·s par des adultes à la prise en compte de ces enjeux.

La Région contribue à soutenir les associations qui se mobilisent pour les accompagner.

Le renforcement de Corres'Santé, dans le cadre des mesures d'urgence votées en avril 2021 pour permettre aux jeunes de faire face aux conséquences de la crise sanitaire, a permis de renforcer les structures chargées de la formation et de l'accompagnement des pairs volontaires.

En ce sens, l'IREPS et Liberté Couleur sont venues compléter l'action menée par Addiction France, permettant l'élargissement des publics bénéficiant de ces formations aux jeunes des lycées agricoles et maritimes et accentuer le travail auprès des jeunes services civiques œuvrant en missions locales notamment ».

***Pour retrouver l'intégralité de son intervention :***

***[Delphine ALEXANDRE session juillet 2022 - YouTube](#)***

## Retour sur la session du Conseil régional de Bretagne des 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 2022



### **Gaby CADIOU**

*Présidente de la Commission jeunesse, égalité des droits et citoyenneté*

C'est également lors du débat sur le RADD que **Gaby CADIOU** présentait le Rapport Transversal Jeunesse :

« Dès 2010, la Région a fait de la jeunesse une priorité en s'adressant à l'ensemble des jeunes âgé·e·s de 13 à 29 ans, tout au long de leur parcours vers l'autonomie donc, de l'âge des premières orientations, des premières mobilités jusqu'à l'âge moyen de l'arrivée du 1<sup>er</sup> enfant et en faisant en sorte que ces jeunes soient au cœur de chacune de ses politiques : emploi, formation, orientation, transports, lycées, culture, sport...

Cette approche, qui intègre toutes les politiques publiques de la Région, s'est vue confortée en 2017 par la loi Egalité Citoyenneté, dont nous nous sommes saisis de façon très volontariste pour aller encore plus loin dans nos engagements et notre mobilisation en faveur des jeunes.

Cette loi a, tout d'abord, confié aux Régions une responsabilité de « Cheffe de file en matière de politique Jeunesse » et de « coordination de l'information jeunesse ».

Elle a également posé le principe de l'animation d'un « dialogue structuré » Jeunesse en région.

Dès lors, la Région, en lien étroit avec les services de l'Etat en région, s'est emparé de cette nouveauté pour aller au-delà de sa responsabilité de cheffe de file et mobiliser également tous les autres acteurs et actrices qui agissent aux côtés des collectivités pour les jeunes mais également les jeunes eux-mêmes.

Cette dynamique prend aujourd'hui la forme du « Plan breton de mobilisation pour les jeunes », composé de 16 chantiers qui viennent donner le cap et structurer les engagements et l'intervention des réseaux d'acteurs (institutions, collectivités, associations et jeunes) dont la Région elle-même. C'est l'ossature, la colonne vertébrale de nos politiques jeunesse.

C'est ainsi que face à la pandémie qui a fortement ébranlé les jeunes dans leur quotidien et leurs capacités à se projeter dans l'avenir, la Région a pu s'appuyer sur cette dynamique du plan breton et son réseau d'acteurs pour engager rapidement 32 mesures d'urgence que nous avons votées en avril 2021.

Et c'est bien pour rendre compte de l'ensemble de l'action de la Région en faveur des Jeunes et de son engagement dans la mise en œuvre du plan breton de mobilisation pour les jeunes dans ses politiques, ainsi que pour suivre l'engagement du Conseil régional auprès des jeunes pendant la crise sanitaire, que la Région a souhaité formaliser ce RAP transversal Jeunesse.

[...] Ce travail n'est pas une simple liste « à la Prévert », mais il cherche bien à mettre en lumière la globalité de l'action régionale en faveur des jeunes. Il permet d'identifier les dispositifs régionaux dédiés aux jeunes, sur une grande diversité de sujets et questionne également, via des focus sur les bénéficiaires de 13 à 29 ans, la façon dont les

dispositifs régionaux parviennent à toucher (ou pas) les plus jeunes.

Ce RAP transversal jeunesse est également un rapport à lire « en creux » : il détaille en effet les actions régionales dont bénéficient à ce jour des jeunes Bretonnes et Bretons, et amène ainsi à s'interroger sur les champs où l'action régionale envers les jeunes est peu ou pas développée. En ce sens, il est une étape préliminaire indispensable à la redéfinition éventuelle de politique(s) publique(s), dans un contexte où la jeunesse est identifiée comme une priorité du mandat. L'enjeu est donc que chacun et chacune puisse prendre connaissance des actions réalisées et repérer les marges de progrès qui s'offrent à la Région pour œuvrer vers plus de jeunesse et plus de contributions des jeunes à la construction des politiques publiques.

C'est un vrai outil dont chaque vice-Présidente et Vice-Président peut désormais se saisir et y expliciter davantage la manière dont les politiques dont il ou elle a la responsabilité ont intégré cet enjeu.

Ce rapport est humble et à la fois innovant, il fait preuve d'exigence et montre bien dans un même temps que l'on ne peut pas avoir d'évidences sur les questions de la jeunesse.

Favoriser autonomie et insertion pour que le jeune trouve sa place comme il l'entend dans notre société est un défi au quotidien que nous relevons avec eux et pour eux, l'occasion pour moi de saluer le travail et les échanges constructifs au sein de la commission que j'ai la chance de présider.

***Pour retrouver l'intégralité de son intervention :***

***[Gaby Cadiou session juillet 2022 - YouTube](#)***

## Retour sur la session du Conseil régional de Bretagne des 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 2022



### **Katja KRÜGER**

*conseillère régionale en charge de la coopération décentralisée et internationale et Présidente du comité mixte de solidarité internationale*

C'est lors de la première journée de session que **Katja Krüger** a prononcé le discours de politique générale :

« "Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à se faire connaître et c'est dans ce clair-obscur que surgissent les monstres" – et les monstruosité.

Je me permets de paraphraser Antonio Gramsci, le philosophe communiste italien, car la remise en question du droit à l'avortement par la Cour Suprême américaine est d'une violence inouïe pour les femmes et pour la société américaine tout entière.

Ce n'est pas seulement un droit fondamental qui est renversé aujourd'hui aux États-Unis, en 2022, c'est la victoire d'une vision archaïque de la société où les femmes n'ont plus le droit de disposer librement de leurs corps.

[...] Surtout, l'IVG, fondée sur le droit imprescriptible des femmes à disposer de leur corps, a aussi une dimension politique : Cette domination patriarcale exercée sur elles est aussi une question de classe et de contrôle social. Les femmes les plus exposées sont les plus modestes, les plus démunies, celles qui n'ont le choix qu'entre les grossesses subies et l'avortement clandestin au risque de leur vie, comme Simone Veil l'avait dit avec force et émotion devant l'hostilité de sa propre famille politique.

Ne croyons pas, ici, en France, que nous ne soyons plus concernés. Ne le croyons pas en effet, d'autant plus au lendemain d'élections législatives qui ont vu la percée historique et terrifiante du Rassemblement National.

Mobilisons-nous ! Pour que leurs idées et leurs propos antiféministes et xénophobes ne gagnent pas encore plus de terrain ! Mobilisons-nous pour que leurs présences et leurs discours ne soient pas encore plus banalisés ! Contrairement à d'autres, les communistes et les progressistes ne se sont jamais trompés sur ces discours de haine et les ont toujours combattus, partout où ils étaient en capacités de le faire.

Nous n'oublierons pas que ceux-là même qui relevaient les "valeurs communes" entre la gauche et le mouvement présidentiel à l'entre-deux tours des élections présidentielles ont été les mêmes qui ont tiré un trait d'union entre l'alliance des forces de gauche et l'extrême droite aux élections législatives, dans une stratégie honteuse de diabolisation.

Ceux-là même qui aujourd'hui appellent à la "clarté et à la transparence" maintenant que le Président de la République ne dispose plus d'un nombre suffisant de députés pour appliquer son programme de casse sociale et environnementale, ceux-là même ont hésité à appeler au barrage républicain partout où ça a été nécessaire.

Ceux-là même qui n'ont pas hésité à élire hier deux députés du Rassemblement National vice-présidents de l'Assemblée Nationale ! Décidément, toutes les digues sautent...

Ceux-là même tentent encore aujourd'hui de ne pas assumer leur bilan social et environnemental désastreux.

Et pendant que notre Président de la République patouille, la gauche rassemblée continue de travailler. Ce rassemblement des forces sociales et écologiques a trouvé un écho auprès des électrices et des électeurs qui souhaitent des réponses claires face à l'urgence sociale et aux dérèglements climatiques. Celles et ceux qui souffrent au quotidien de la politique antisociale du gouvernement et aspirent à un monde plus respectueux de l'Humain et de la Nature trouveront avec les députés de gauche plus nombreux, notamment les communistes, un nouveau point d'appui pour défendre concrètement leurs intérêts.

En s'appuyant notamment sur les mobilisations sociales et syndicales nous mettrons

tout en œuvre pour tenir en échec les politiques libérales et pousser le plus loin possible les propositions allant dans le sens de l'intérêt du Peuple et de la Planète.

À la région Bretagne, le rassemblement de la gauche nous le pratiquons depuis un certain temps maintenant. Depuis un an que ce mandat a commencé nous sommes au travail, avec vous M. le Président, au service des intérêts des Bretonnes et des Bretons et nous ne pouvons que constater un premier bilan réussi avec des mesures importantes comme :

- La mise en place dès notre installation l'été dernier, de la gratuité des transports en communs pour les Bretonnes et Bretons de moins de 26 ans pendant toute la période estivale. Opération que nous renouvelons cette année.

- La création d'un budget vert pour nous permettre de lutter plus efficacement contre les inégalités sociales et environnementales, et cela en rougissant nos politiques pour répondre à notre objectif, celui d'améliorer la vie de toutes les Bretonnes et tous les Bretons. - La mise en place d'une tarification sociale dans la restauration scolaire pour que chaque famille contribue à la hauteur de ses moyens, un principe auquel les communistes sont particulièrement attachés.

- Et comment ne pas évoquer nos actions de solidarité avec l'Ukraine... Malheureusement toujours d'actualité.

Nous le savons, beaucoup reste à faire et nous ne comptons pas nous arrêter maintenant. L'urgence sociale est là. Des mesures concrètes comme l'augmentation des rémunérations des conducteurs de cars ou encore des salaires des agents des catégories C et B de notre collectivité, et cela sans attendre les effets de la hausse du point d'indice des fonctionnaires, sont les premiers pas importants de la suite de notre action, au sein de cette majorité de gauche, dans laquelle notre groupe, Communistes et Progressistes, se sent parfaitement à l'aise et surtout pleinement mobilisé pour la Bretagne, au service des Bretonnes et des Bretons.»

***Pour retrouver l'intégralité de son intervention***

***[Katja KRÜGER session juillet 2022 - YouTube](#)***

## Retour sur la session du Conseil régional de Bretagne des 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 2022



### **Gladys GRELAUD**

conseillère régionale membre de la CAO et de la Commission aménagements et mobilités

Durant cette session plénière du Conseil régional de Bretagne, **Gladys GRELAUD** prenait la parole au sujet de la stratégie régionale des transitions économiques et sociales :

« Cette stratégie que nous présentons nous donne des orientations claires dans la continuité de nos engagements de mandat. Elle nous donne un cap et une méthode pour promouvoir une économie sociale et écologique à l'échelle de la région Bretagne.

Nous n'avons eu de cesse de dénoncer les affres du libéralisme du projet présidentiel et son impact sur les hommes et la planète, il est bon que des contre-pouvoirs ressurgissent et que des projets de justice sociale et de transition écologique voient le jour.

Face à ces grands défis de notre temps, nous saluons la méthode proposée qui s'appuie sur toutes les ressources de notre territoire.

Nous ne pourrions bâtir la Bretagne de demain sans être à l'écoute de l'ensemble des Bretonnes et des Bretons et d'abord à l'écoute des travailleuses et des travailleurs parce que ce sont eux qui produisent les richesses de cette Bretagne, et rappelons-le dans cet hémicycle, c'est aussi en Bretagne que ce trouvent les plus bas salaires.

Et rappelons encore les 2/3 des smicards sont des smicardes. Il est essentiel dans cette stratégie de reconnaître et de comprendre les attentes des travailleurs, au même titre, voire plus, que celui des entrepreneurs.

Il est primordial de s'adresser à toutes et tous et pas seulement à celles et ceux qui décident, qui possèdent, mais aussi à celles et ceux qui produisent les richesses de notre territoire.

Ne répétons pas les erreurs du projet présidentiel qui fait fi des aspirations populaires et ne répond à l'inflation galopante que par des opérations pièces jaunes. L'aumône, la becquée, en toute sérénité, ça n'est pas ce que nous défendons dans cette majorité.

Les travailleurs et les privés d'emploi qui vivent dans les quartiers populaires des métropoles, mais aussi des villes moyennes ou encore dans les lieux-dits à la campagne sont souvent loin des objectifs.

Nous tenons à souligner l'importance de leur prise en compte en priorités dans les politiques économiques de la région. Ce schéma dans sa construction s'adresse, d'abord, à celles et ceux qui ont si peu, qui survivent, et où la vie chère frappe de plein fouet. Pour beaucoup, cet argent public que nous investissons améliore concrètement le quotidien et est parfois le seul rempart face à des politiques libérales qui fracturent et qui aggravent l'existant.

Là où le projet présidentiel se limite à la pose de rustine, construisons pierre par pierre un modèle breton, qui rassemble et qui protège. Personne ne sait de quoi demain sera fait, à nous d'apporter un peu d'espoir dans une période qui en manque cruellement ».

***Pour retrouver l'intégralité de son intervention***

***[Gladys GRELAUD session juillet 2022 - YouTube](#)***

### **Pour suivre le groupe :**



[élues communistes et progressistes au CRB - YouTube](#)



[https://twitter.com/PC\\_ProgressBzh](https://twitter.com/PC_ProgressBzh)

Maud JAN

[maud.jan@bretagne.bzh](mailto:maud.jan@bretagne.bzh)

06.37.60.80.19

Corentin MOUCHEL-VALLON

[corentin.mouchel-vallon@bretagne.bzh](mailto:corentin.mouchel-vallon@bretagne.bzh)

07.70.20.52.19